

CONSULTATION PUBLIQUE ARCEP

Du 12 janvier 2023 au 13 février 2023

SYNTHESE DES TRAVAUX SUR LES MODALITES TARIFAIRES DES RACCORDEMENTS FINALS DES RESEAUX EN FIBRE OPTIQUE JUSQU'À L'ABONNÉ

Le SIEL-TE est un Syndicat intercommunal porteur du RIP THD42® qui assure la couverture en réseau FTTH de 274 communes sur le Département de la Loire.

En janvier 2023, plus de 190 000 Logements ou locaux à usage professionnel sont éligibles à la fibre THD42®. Le taux de commercialisation est de 52% et le taux de raccordements est de 66%.

Le Syndicat apporte sa contribution à la consultation publique lancée par l'ARCEP sur sa synthèse de travaux sur les modalités tarifaires des raccordements finals des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné.

1. Rappel sur les modalités de réalisation des raccordements finals

RAS

2. Réaliser tous les raccordements finals

a) *Permettre la réalisation des raccordements « non-standards » en mode OI au cas par cas*

Le SIEL-TE a choisi, dès l'origine de son projet, de mettre en place un système permettant d'assurer la meilleure qualité de réalisation du raccordement pour l'utilisateur final, tout en préservant la qualité des infrastructures publiques du territoire. Ainsi, les utilisateurs finaux ont deux options pour bénéficier de la pose d'une PTO dans leur Logement :

- Soit faire une demande de « pré-raccordement » auprès du SIEL-TE : une entreprise mandatée par le Syndicat dans le cadre d'un marché public se charge de la réalisation du raccordement final, à l'exception du brassage au PM. La PTO est posée au domicile, la continuité optique est assurée, l'utilisateur final peut alors faire appel au FAI de son choix pour la fourniture de la box internet et la réalisation du brassage au PM ;
- Soit faire appel à son FAI dans le cadre du mode « STOC ».

En cas d'échec du raccordement, y compris en mode STOC, pour l'une des raisons suivantes :

- Infrastructure publique bouchée
- Infrastructure publique inexistante

- Raccordement long (> 150m)

L'échec de raccordement est déclaré au SIEL-TE qui assure la réalisation des travaux sur le domaine public permettant la levée de l'échec, puis finalise la réalisation du raccordement à la place de l'opérateur commercial.

Il n'est pas souhaitable, pour le SIEL-TE, d'assurer la levée de l'échec en confiant ensuite la réalisation du raccordement final à l'opérateur. En effet, la réalisation du raccordement final est effectuée immédiatement après la levée de l'échec, ce qui permet d'assurer un travail rapide et de rationaliser les coûts d'intervention.

b) Responsabilité de la réalisation des infrastructures d'accueil manquantes pour les raccordements finals en domaine public en dehors des zones très denses

Le SIEL-TE rejoint le Régulateur sur son constat qu'il appartient à l'opérateur d'infrastructure de procéder aux constructions de génie civil manquantes sur le domaine public, y compris sur le segment du raccordement final du PBO jusqu'à la limite de domaine privé, pour garantir un accès effectif des opérateurs tiers aux lignes FttH et assurer la pleine portée utile de l'obligation de complétude.

Toutefois, le SIEL-TE considère que cette obligation doit également s'appliquer dans le cadre des constructions neuves. En effet, l'article L332-15 du Code de l'Urbanisme impose aux bénéficiaires d'autorisation d'urbanisme d'assurer la réalisation et le financement de leurs équipements propres. Toutefois, s'agissant de travaux sur le domaine public, impliquant la dépose de DT/DICT ainsi que le respect des règles d'ingénierie et d'esthétisme de la commune, il ne paraît pas souhaitable de permettre à des particuliers de réaliser ces travaux. Ainsi, sur le réseau THD42®, le SIEL-TE assure la maîtrise d'ouvrage de la création d'adduction depuis la limite du domaine privé jusqu'au droit du terrain et facture au particulier un forfait, dont le montant est péréqué à l'échelle du territoire. Ce mécanisme permet au Syndicat d'assurer la qualité de la réalisation des travaux sur le domaine public et de répondre aux DT/DICT sur ces segments de réseau.

Le SIEL-TE accueille favorablement la validation de principe de l'ARCEP sur le fait que les opérateurs d'infrastructure recouvrent des coûts de création ou de réparation des infrastructures d'accueil des raccordements finals dans les tarifs du segment PM-PBO.

3. Réaliser des raccordements finals de qualité

Le Syndicat attache une importance toute particulière à ce facteur, d'où le mécanisme décrit ci-avant.

3.1. Les actions en cours sur la qualité de l'exploitation

Sur l'année 2022, 86% des raccordements du réseau THD42® ont été réalisés en mode STOC. La qualité et le contrôle de ces interventions est donc primordial. Toutefois, le contrôle, la formation et la qualité des interventions sont des pistes de travail essentielles mais non suffisantes. En effet, les tarifs associés aux raccordements finals, associés à une chaîne de sous-traitance en cascade, conduisent à ce que le technicien au bout de la chaîne reçoit une rémunération qui ne couvre pas la totalité de ses coûts.

Le SIEL-TE accueille donc favorablement la proposition de limitation de la chaîne de sous-traitance.

Les actions complémentaires mises en place en 2022 par les opérateurs commerciaux sont intéressantes mais relèvent aujourd'hui de l'engagement non contractuel. Il conviendrait de faire évoluer le contrat STOC v2 afin d'y introduire ces nouveaux engagements et notamment la communication des plannings d'intervention des sous-traitants de manière hebdomadaire.

3.2. L'enjeu de la rémunération

Les tarifs de raccordement doivent en effet permettre aux OCEN réalisant les raccordements de recouvrer leurs coûts et de réaliser des raccordements de qualité, en respectant les règles de l'art et de sécurité. Toutefois, il faut également associer l'enjeu de la rémunération au système de sous-traitance en cascade qui entoure la prestation de raccordement final et qui conduit, in fine, à ce que le technicien qui réalise le raccordement et qui assume le plus de coûts ne bénéficie pas d'une part suffisante de cette rémunération, qui s'est diluée dans les niveaux intermédiaires.

L'enjeu de la rémunération passe donc par une limitation des rangs de sous-traitance ainsi que par la mise en place d'un tarif minimum garanti pour l'entreprise réalisant le raccordement final.

3.3. Concernant les raccordements de plus de 150m linéaires

Sur le réseau THD42®, il n'existe pas aujourd'hui de tarif spécifique aux raccordements longs qui seraient réalisés en mode STOC. Ces raccordements sont réalisés et financés directement par le SIEL-TE comme explicité au 2)a) de la présente réponse.

4. Assurer l'équité concurrentielle entre les opérateurs commerciaux

4.1 Pratiques tarifaires observées en zone d'initiative privée

Conformément à la synthèse de l'ARCEP sur le réseau THD42®, le tarif d'usage est identique pour les différentes catégories de raccordements alors que les tarifs de sous-traitance dépendent de la catégorie de raccordement :

- Tarif d'usage = 250 €
- Tarif de raccordement :
 - Aérien = 348 €
 - Souterrain = 268 €
 - Immeuble = 148 €
- Tarif de reprise = tarif d'usage amorti (application d'un coefficient ex post)

La contribution financière de l'OC 1 = tarif d'usage + coûts constructions – tarif sous-traitance.

La contribution financière de l'OC2 = tarif d'usage amorti

Le cadre tarifaire en place sur le réseau THD42® est donc cohérent avec les recommandations du Régulateur.

4.2 Recommandation

Le SIEL-TE s'inscrit pleinement dans les recommandations proposées par le Régulateur.

Conclusion

En conclusion sur cette synthèse proposée par l'ARCEP, il nous semble que le Régulateur doit assurer pleinement son rôle en jouant le rôle de Gendarme des Télécoms et en utilisant son pouvoir de coercition visant à sanctionner les mauvaises pratiques des opérateurs commerciaux. Cela passe par des recommandations ambitieuses en terme de contrôle de la qualité des prestations et en donnant le pouvoir aux OI de limiter l'accès à leurs infrastructures à des opérateurs dont les pratiques auraient des conséquences sur la pérennité des réseaux.

Ainsi, si l'OC doit avoir la possibilité de solliciter l'OI pour réaliser un raccordement ; l'OI doit également avoir la possibilité d'interdire à l'OC la réalisation de telles prestations si de nombreuses malfaçons sont constatées.

Le SIEL-TE se félicite du fait que l'ARCEP se saisisse de l'enjeu majeur que sont les tarifs du raccordement mais rappelle que ce tarif, sans modalités de contrôle associées, ne sera pas suffisant à assurer la qualité des interventions sur le long terme.